Meder, Stephan, Duncker, Arne, Czelk, Andrea, *Die Rechtsstellung der Frau um 1900. Eine kommentierte Quellensammlung*

Paul Pasteur

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6591>

DOI : 10.4000/ifha.6591

ISSN : 2198-8943

Éditeur

IFRA - Institut franco-allemand (sciences historiques et sociales)

Référence électronique

Paul Pasteur, « Meder, Stephan, Duncker, Arne, Czelk, Andrea, *Die Rechtsstellung der Frau um 1900. Eine kommentierte Quellensammlung* », *Revue de l'IFHA* [En ligne], Date de recension, mis en ligne le 01 janvier 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ifha/6591> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ifha.6591>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

©IFHA

Meder, Stephan, Duncker, Arne, Czelk, Andrea, *Die Rechtsstellung der Frau um 1900. Eine kommentierte Quellensammlung*

Paul Pasteur

- 1 Ce recueil de sources comprend 75 textes allant de quelques pages à une cinquantaine. Tous ces textes concernent la position juridique des femmes entre 1870 et 1910, on y trouve des pétitions ou les résolutions de la commission juridique du Bund Deutscher Frauenvereine de 1908, mais aussi des réflexions théoriques comme cet essai de Hedwig Dohm sur les femmes, la nature et le droit ou la brochure de Carl Bullin sur les droits des enfants illégitimes datant de 1895.
- 2 Chaque document est précédé d'une présentation des signataires, du contexte, d'une explication rapide du texte proposé et parfois d'un complément bibliographique sur la personne ou l'association qui l'a rédigé ou sur le thème abordé. Cette publication est le résultat d'un projet concernant les revendications de réforme du droit de la famille et de la situation juridique des femmes sous le Kaiserreich et la République de Weimar. L'objet de ce projet était d'appréhender les débats des contemporains à propos de l'égalité juridique des sexes et de leurs différences.
- 3 Au centre des interrogations et des critiques se trouve le Code civil allemand (Bürgerliches Gesetzbuch, BGB) qui codifie pour la première fois le droit privé sur l'ensemble du territoire du Kaiserreich. Au terme de longues discussions menées par deux commissions formées de juristes, celui-ci est entré en vigueur le 1er janvier 1900 et a retenu l'attention des contemporains, qu'il s'agisse des femmes directement concernées, de leurs associations ou des juristes. On constate qu'au centre des préoccupations des femmes se trouve la volonté de reconnaître la femme comme une « personne juridique » indépendante et que cette revendication a été émise très tôt. Dès 1874, des femmes se sont battues pour obtenir des améliorations du droit marital. En 1877, la première pétition de l'ADF (Allgemeiner deutscher Frauenverein) est adressée

au Reichstag pour réclamer une modification du code civil en tenant compte du droit des femmes en matière de mariage et de tutelle. Les femmes se placent désormais sur le terrain juridique et elles vont l'investir lentement. Les premiers projets de modifications de 1888 déçoivent les femmes et selon Helene Lang leur offrent l'occasion d'exprimer massivement pour la première fois des revendications « politiquement réalistes ». Les premières femmes juristes, comme Emilie Kempin, Anita Augspurg ou Marie Raschke, participent aux débats avec des hommes comme Carl Bulling, Anton Menger ou Otto von Gierke. Les femmes ont recours à des arguments juridiques, mais aussi à d'autres relevant de l'éthique. Dans son introduction, S.M. pose, sans y répondre définitivement, la question de savoir s'il y a eu une théorie du droit propre au mouvement des femmes au début du vingtième siècle. Il souligne aussi qu'il y a deux conceptions différentes de la fonction de la loi.

- 4 Cet ouvrage passionnera les juristes mais aussi les spécialistes de l'histoire de la famille et du mouvement des femmes. Deux index rendent son maniement plus aisé ; l'index des thématiques permet de constater quels ont été les sujets les plus discutés : ceux de la paternité, de l'autorité parentale, de l'héritage et des droits des enfants illégitimes, des biens et de leur gestion, du divorce.
- 5 Paul Pasteur (université de Rouen)